

Brochure n° 3254

**Convention collective nationale**

IDCC : 993. – **PROTHÉSISTES DENTAIRES  
ET PERSONNELS DES LABORATOIRES DE PROTHÈSES DENTAIRES**

ACCORD DU 9 NOVEMBRE 2007  
RELATIF À LA PARTICIPATION DES SALARIÉS  
AUX NÉGOCIATIONS COLLECTIVES

NOR : *ASET0850028M*

IDCC : *993*

Entre :

L'union nationale patronale de prothésistes dentaires,

D'une part, et

La fédération des services publics et des services de santé FO ;

La fédération nationale indépendante des syndicats des personnels des  
cabinets et des laboratoires dentaires ;

La fédération de la santé et de l'action sociale CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Une actualisation de l'article 12 de la convention collective nationale des  
prothésistes dentaires et laboratoires de prothèse dentaire interviendra à la  
date de parution de l'arrêté ministériel d'extension au *Journal officiel*.

**Article 12**

*Participation des salariés aux négociations collectives  
au niveau national*

Les salariés mandatés par leur organisation syndicale pourront s'absenter  
pour participer aux réunions des commissions mixtes paritaires instituées au  
plan national.

Ils devront en informer leur employeur au moins 10 jours à l'avance, sauf cas d'urgence dûment justifié.

Leur salaire sera maintenu, l'employeur pourra en demander le remboursement à l'organisation professionnelle dont il est adhérent.

L'organisation syndicale prendra en considération 2 représentants salariés par organisation représentative.

Ces absences ne viendront pas en déduction des congés annuels.

Les frais de transport et d'hébergement seront pris en charge par l'organisation patronale sur présentation des justificatifs originaux dans la limite de :

- un billet aller-retour deuxième classe du tarif SNCF en vigueur ;
- au-delà d'une distance de 500 kilomètres un billet d'avion sera remboursé ;
- 80 € par nuit d'hôtel ;
- 20 € par repas.

Chaque année, lors de la première réunion de la commission mixte paritaire, cette base forfaitaire sera rediscutée.

Dans le cas où un syndiqué est appelé à remplir une fonction syndicale imposant sa mise en disposition temporaire, la réintégration dans le même emploi et dans les mêmes conditions est obligatoire de plein droit à l'expiration du mandat syndical.

Fait à Paris, le 9 novembre 2007.

(Suivent les signatures.)